



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

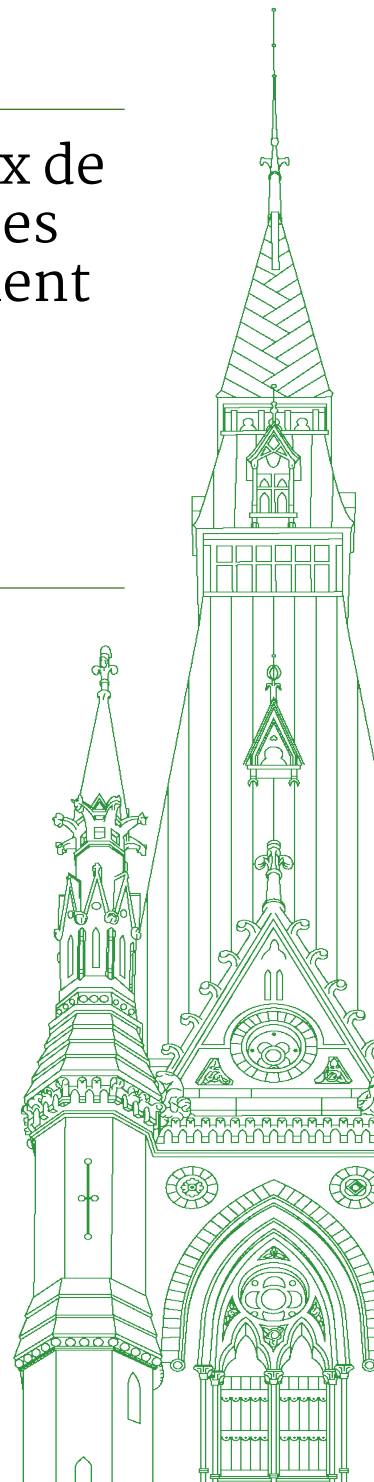
45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 005

Le lundi 24 novembre 2025



Président : Fayçal El-Khoury

Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le lundi 24 novembre 2025

• (1535)

[Français]

Le président (Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.)): J'ouvre maintenant la séance.

Je vous souhaite la bienvenue à la 5^e réunion du Sous-comité permanent des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement, le Sous-comité se réunit dans le cadre de son étude sur la situation des droits de la personne au Soudan.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement. Les membres du Comité y participent en personne dans la salle ou à distance, au moyen de l'application Zoom.

[Traduction]

J'aimerais faire quelques observations à l'intention des témoins et des membres du Comité. Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Pour ceux qui participent par vidéoconférence, cliquez sur l'icône du microphone pour activer votre micro. Veuillez désactiver votre micro lorsque vous ne parlez pas. Pour ceux qui sont sur Zoom, au bas de votre écran, vous pouvez sélectionner le canal approprié pour l'interprétation: le parquet, l'anglais ou le français. Pour ceux qui sont dans la salle, vous pouvez utiliser l'oreillette et sélectionner le canal désiré. Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence.

Avant d'accueillir nos témoins, j'aimerais faire une mise en garde. Nous allons discuter d'actes de violence. Cela peut déclencher des réactions chez les téléspectateurs. Si des participants se sentent bouleversés ou ont besoin d'aide, veuillez en informer la greffière. Il est important que tous les députés et tous les témoins comprennent que ce sont des discussions très difficiles. Je sais que nous ferons tous preuve de compassion dans ces discussions.

[Français]

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à nos témoins.

[Traduction]

Nous accueillons, à titre personnel, Mme Sadia Araa, technicienne en pharmacie agréée; M. Khalid Omer, ancien ministre des Affaires du Cabinet, gouvernement civil de transition du Soudan, par vidéoconférence; et Amjad Taha, stratège, également par vidéoconférence.

Du Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne, nous accueillons Yonah Diamond, conseiller juridique principal, et Mutasim Ali, conseiller juridique.

De la Sudanese Canadian Community Association, nous accueillons Ranya Elfil, membre du conseil d'administration.

Permettez-moi également de souhaiter la bienvenue à un invité spécial, exceptionnel, M. Irwin Cotler, un pionnier de la défense des droits de la personne.

Si je peux me permettre, monsieur Cotler, vous ne devriez pas être assis là-bas. Vous pouvez vous joindre à nous à la table, s'il vous plaît. Merci.

Pour ceux qui ne le connaissent pas, M. Cotler a été président de ce sous-comité pendant longtemps. S'il n'y a pas d'objection, je vais lui donner deux minutes pour dire quelques mots au Comité.

Monsieur Cotler, vous avez la parole.

• (1540)

L'honorable Irwin Cotler (fondateur et président international du Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne, à titre personnel): Merci, monsieur le président.

Très rapidement, je dirais simplement que c'est l'une des questions les plus pressantes dont le Comité ait jamais été saisi. Lorsque j'étais député, en 2003, j'ai créé le caucus parlementaire multipartite Sauvons le Darfour au moment du premier génocide dans cette région. Il s'agit maintenant, au moment de nous réunir, du deuxième génocide, et nous pouvons l'éviter.

Vous avez entendu d'excellents témoignages très convaincants, et je pense que le Comité, sous votre direction, monsieur le président, peut entreprendre les initiatives nécessaires pour que le Canada puisse devenir un chef de file international dans la mise en œuvre d'un plan d'action visant à sauver la population du Darfour du génocide qui est en cours.

Merci.

Le président: Merci, monsieur Cotler.

J'aimerais maintenant inviter nos témoins à nous présenter leurs déclarations préliminaires.

Nous aimerions commencer par M. Khalid Omer.

Monsieur Omer, vous avez la parole pour cinq minutes.

Khalid Omer (ancien ministre, Affaires du Cabinet dans le gouvernement civil de transition du Soudan, à titre personnel): Merci beaucoup de m'accueillir, et merci au Comité de tenir cette séance spéciale sur le Soudan.

Comme vous l'avez tous vu la semaine dernière, le Soudan a fait les manchettes en raison des atrocités horribles qui ont été commises à El Fasher. En fait, El Fasher n'était pas le début, mais cet épisode a sonné l'alarme sur ce qui se passe vraiment au Soudan dans la plus grande crise humanitaire au monde. J'espère qu'il n'y aura pas d'autre El Fasher.

Pour qu'il n'y en ait pas d'autre, il faut une intervention rapide, mais aussi une compréhension approfondie de ce qui se passe vraiment au Soudan. La guerre civile qui dévaste actuellement notre pays n'est pas la première du genre, car notre pays est aux prises avec la guerre depuis 1955. La cause profonde de toutes ces guerres est le rejet de la diversité au Soudan. Le Soudan est dirigé par l'armée depuis plus de 50 ans, dont 30 ans par le régime fasciste des Frères musulmans. Ce régime a divisé le pays. Il a commis le premier génocide, au Darfour, et il a créé les armées et les milices parallèles qui combattent maintenant avec l'armée, très infiltrée par les islamistes. Ils dévastent le pays.

Il ne s'agit pas d'une guerre entre le bien et le mal, comme certains essaient de la dépeindre trop facilement. Il s'agit d'une guerre entre deux groupes qui, ensemble, ont fait avorter la transition et la grande révolution du peuple soudanais en 2019. Après avoir privé le peuple soudanais de son droit de décider de son sort, ils dévastent maintenant le pays.

La solution pour assurer la stabilité au Soudan n'est pas un régime militaire. La stabilité du pays ne peut pas passer non plus par la loi islamiste. Sa stabilité ne peut être assurée que par une véritable transition civile vers la démocratie. Voilà la réponse. Voilà la réponse à la question difficile du Soudan.

Le mois dernier, le Conseil des droits de l'homme a publié un rapport intitulé « Une guerre d'atrocités ». Ce rapport a documenté les atrocités horribles qui ont été commises par les FSR et les FAS. Ici, je félicite sincèrement le Canada de sa position cohérente en punissant les deux parties belligérantes pour ce qu'elles font au Soudan.

Toutefois, le travail n'est pas terminé et il faut poursuivre les efforts et soutenir les aspirations des civils soudanais qui sont descendus dans la rue en 2019. Tout soutien à l'une ou l'autre des parties au conflit, ou toute légitimation qui leur est accordée, est une trahison envers le Soudan. Certains prétendent qu'il s'agit d'une guerre entre l'État et les rebelles ou entre la partie légitime et la partie illégitime. Il s'agit, en fait, d'une guerre entre deux parties illégitimes qui veulent faire avorter la transition du Soudan vers la démocratie, et tout soutien à l'une ou l'autre de ces parties est une trahison du peuple soudanais.

Il n'y a pas de solution militaire à la crise qui sévit actuellement au Soudan. La seule solution est une solution négociée. L'Initiative Quad et surtout la déclaration du 12 septembre rendent la chose possible. Les pressions sont énormes des deux côtés pour qu'ils acceptent une « trêve humanitaire ». Cette trêve humanitaire devrait être acceptée sans hésitation. Cela ne peut se faire qu'en exerçant des pressions coordonnées des deux côtés. Toutefois, cette trêve humanitaire ne suffira pas en soi. Il faut que ce soit le premier pas vers une solution négociée qui mènera à une transition civile au Soudan et à une obligation pour les parties qui ont commis toutes les atrocités contre le peuple soudanais de répondre de leurs actes.

La seule façon d'empêcher que ces atrocités horribles se déplacent maintenant au Kordofan, au centre ou dans l'Est, c'est de mettre fin à la guerre. Il n'y a aucune autre option.

Merci beaucoup.

● (1545)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Les interprètes nous ont avertis que la qualité du son n'était pas assez bonne pour faire leur travail. Nous avons laissé le témoin faire son allocution, mais il faudrait s'assurer auprès des techniciens que tout fonctionne bien.

[Traduction]

Le président: J'invite maintenant M. Amjad Taha à prendre la parole pour cinq minutes.

Amjad Taha (stratégiste, à titre personnel): Bonjour. Je vous remercie de m'accueillir.

Je pense que la situation des droits de la personne au Soudan équivaut à une situation de guerre depuis 1955, six mois avant son indépendance, ce que les habitants appellent le génocide Anya-Nya, au cours duquel chrétiens et agriculteurs ont été brûlés vifs par l'armée soudanaise, l'armée actuelle, entraînant ainsi la mort d'un demi-million de femmes et d'enfants. Depuis, l'armée soudanaise a mené quatre guerres civiles — c'est la cinquième en ce moment — contre le peuple soudanais.

En 1983, l'armée soudanaise est officiellement devenue les forces armées des Frères musulmans, et elle a appliqué la charia, comme le groupe État islamique et Al-Qaïda. Bien entendu, cela a entraîné la mort de deux millions de chrétiens et le déplacement de quatre millions d'habitants. Les racines des guerres civiles se trouvent toujours dans ce qui suit: les coups d'État militaires, la corruption et l'idéologie extrémiste, qu'il s'agisse du communisme ou de l'islamisme.

Avant cette guerre — qui a commencé entre les FSR et l'armée soudanaise dirigée par les Frères musulmans le 15 avril 2023 —, sept millions d'enfants n'allaient pas à l'école. On parle bien de sept millions. C'est une population entière. Juste avant la guerre, sept millions d'enfants ne fréquentaient pas l'école. Aujourd'hui, ils sont plus de 19 millions à ne pas la fréquenter, et plus de 12 000 écoles ont été détruites et ont servi à l'armée et aux FSR. La mobilisation massive a été menée par al-Burhan, le chef de l'armée, et ces enfants n'avaient pas d'autre choix que de se joindre à l'armée pour obtenir de la nourriture pour leur famille.

L'armée, et 5 000... l'une des raisons pour lesquelles l'armée soudanaise dirigée par les Frères musulmans, encore une fois, et ses forces mixtes de djihadistes ont rejeté la mission d'enquête des Nations unies.

L'armée soudanaise dirigée par les Frères musulmans a commis de graves violations des droits de la personne — enfants soldats, plus de 4 000 cas de viol et de violences sexuelles contre des enfants, refus de laisser des enfants bénéficier de l'aide humanitaire — qui ont conduit le secrétaire général des Nations unies à l'inscrire sur la liste de la honte. De fait, c'est une armée sans scrupule.

Les FSR, qui ont été créées par l'armée soudanaise, ont poursuivi ces violations et ces comportements infâmes, qui ont mené à des violations majeures des droits de la personne au Soudan et dans ses villes, notamment à Khartoum, la capitale du Soudan, où l'on dénombre 300 enfants soldats et 1 000 cas de viol.

C'est une guerre civile, et rien de nouveau au Soudan. La dictature non élue a empêché l'aide humanitaire d'entrer, et lorsqu'elle l'a autorisée, il y a eu des vols, comme l'a fait le Hamas — les terroristes palestiniens — à Gaza. La seule différence, bien sûr, c'est qu'Israël, à un moment donné, a permis l'entrée de l'aide humanitaire.

• (1550)

Le président: Excusez-moi, monsieur Taha. Pouvez-vous baisser un peu votre micro, s'il vous plaît?

Amjad Taha: Est-ce bien à cette hauteur? Entendez-vous?

Le président: Poursuivez, je vous prie.

Amjad Taha: Oui, monsieur.

Cependant, l'armée islamiste soudanaise a refusé et a expulsé tout le personnel de l'ONU, surtout à El Fasher. C'est ce qui s'est passé. Lorsque les FSR sont arrivées à El Fasher, il n'y avait pas de personnel humanitaire. Il n'y avait personne des Nations unies pour documenter les violations. Pourquoi? Parce que l'armée a expulsé tout le monde.

Le régime de Port-Soudan, le régime soudanais, a maintenant rejeté la proposition des États-Unis et du Quad, qui demandait un cessez-le-feu et la paix. Le chef de l'armée, al-Burhan, s'en est même pris au représentant administratif du président Trump, Massad Boulos. C'est immoral et inacceptable. Ce dont le Soudan a besoin, c'est d'un cessez-le-feu. Ce dont le Soudan a besoin, c'est de mettre fin à cette guerre et de mettre fin à l'armement de toutes les parties.

Le président: Pouvez-vous conclure en 10 secondes, s'il vous plaît?

Amjad Taha: Bien sûr.

Le Soudan n'a pas besoin des drones turcs ou d'armes chimiques iraniennes, qui ont été utilisés à Khartoum à deux reprises en 2024 et qui ont fait l'objet d'un rapport le 16 janvier 2025. Les autorités de l'armée soudanaise à Port-Soudan ont fourni des passeports diplomatiques aux membres du Hamas et aux terroristes islamiques. Cela signifie que l'Afrique est en danger. Des armes chimiques s'y trouvent. Les Iraniens envoient des drones et d'autres... Port-Soudan est un lieu dangereux actuellement.

Nous devons tout faire pour parvenir à un cessez-le-feu et à la paix pour le peuple soudanais.

Le président: Merci.

J'invite M. Yonah Diamond, conseiller juridique principal au Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne, à prendre la parole pour cinq minutes.

Yonah Diamond (conseiller juridique principal, Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne): Si vous n'y voyez pas d'inconvénients, mon collègue, Mutasim Ali, prendra la parole en premier.

Mutasim Ali (conseiller juridique, Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne): Merci, monsieur le président, messieurs les vice-présidents et mesdames et messieurs les membres du Comité.

Il s'agit ici d'une excellente occasion à saisir, mais il semble également que certains veulent manipuler et déformer les faits.

Je suis conseiller juridique au Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne et chercheur doctorant sur la paix et l'élaboration des constitutions dans les États après un conflit, et je m'ex-

prime en tant que Soudanais originaire d'El Fasher. Je comparais devant vous non pas en tant qu'universitaire ou avocat, mais en tant que témoin, en tant que personne qui a vu son pays natal subir, à répétition, des atrocités de masse qui n'étaient ni imprévisibles ni inévitables.

Avant le génocide à El Geneina, dans l'Ouest du Darfour, en juin 2023, les signes avant-coureurs étaient clairs. La communauté Masalit faisait face à une menace imminente, les auteurs, les FSR et les milices alliées promettaient publiquement d'éliminer les *Nawab* — un terme péjoratif qui veut dire esclaves — et lançaient des campagnes systématiques de déshumanisation.

Ces crimes commis à El Geneina auraient pu être évités. Le monde a entendu les menaces et constaté une escalade de la violence, mais n'a pas agi. El Geneina été vidée presque entièrement de sa majorité Masalit.

Quelques mois plus tard, la même machine ciblait le Darfour du Nord, en commençant par la communauté des Zaghawa. En avril 2025, le camp de personnes déplacées de Zamzam a été attaqué par les FSR et sa milice alliée.

Le mois dernier, après 18 mois de siège, les FSR et ses milices alliées ont pris El Fasher. Des médecins ont été tués par les FSR. Il ne s'agissait pas des Frères musulmans. Les auteurs ont même documenté leurs crimes. Ils se vantaient d'avoir commis un génocide.

De telles horreurs ne sont pas arrivées spontanément. Ses auteurs ont été financés, équipés et protégés politiquement. Des acteurs externes, y compris l'allié du Canada, les Émirats arabes unis, continuent de soutenir les auteurs de ces actes. Les institutions internationales censées protéger les personnes vulnérables sont manipulées pour protéger les responsables.

Ce que nous avons vu n'est pas la fin. El Fasher fait partie d'une campagne plus vaste, et la prochaine grande communauté à risque est celle du Darfour. Cette campagne est en cours, et il est encore possible de l'arrêter.

L'histoire nous met, et vous met, face à un choix. Le monde est au courant et a été averti.

La question est de savoir si la communauté internationale et ce comité vont agir. Les victimes du Darfour et du Soudan ne demandent pas de la sympathie, mais la protection promise par le droit international et la reddition de comptes qu'exige la justice.

Ne restons pas les bras croisés pendant qu'une autre communauté est condamnée à l'anéantissement.

Merci.

Je cède le reste de mon temps de parole à mon collègue, M. Diamond.

• (1555)

Yonah Diamond: Le moment d'agir pour le Soudan, c'est maintenant. Nous sommes dans une situation d'urgence internationale, et il ne manque plus que la volonté politique pour agir. Vous avez maintenant l'occasion de le faire. En tant que parlementaires, vous avez le pouvoir de prendre une foule de mesures concrètes.

Premièrement, vous pouvez demander à la Chambre de reconnaître officiellement les atrocités commises par les FSR comme un génocide, un pas vers la justice qui se fait attendre depuis longtemps, et un pas plus opportun que jamais après ce qui s'est passé à El Fasher. Quiconque continue de parler d'une guerre civile ne prête pas attention ou cherche délibérément à cacher les atrocités commises sur le terrain, et en fait l'apologie. Il s'agit d'un génocide et d'une guerre contre les enfants, comme nous l'avons documenté dans deux rapports exhaustifs dont je me ferai un plaisir de vous parler plus en détail plus tard.

Deuxièmement, vous pouvez mettre fin à la complicité canadienne dans le génocide en empêchant les armes fabriquées au Canada d'arriver entre les mains des auteurs de ces actes et de leurs complices. Des entreprises canadiennes, par exemple, fournissent des armes aux FSR sans encourir de conséquences aujourd'hui. Il suffit d'appliquer les lois en vigueur.

Troisièmement, vous pouvez utiliser le régime de sanctions pour cibler les principaux auteurs et leurs entités habilitantes. Nous vous fournirons une liste de noms.

Quatrièmement, sur le front diplomatique, vous pouvez faire pression en faveur d'un mécanisme de protection des civils, faire respecter l'embargo sur les armes et saisir toutes les occasions de dénoncer les Émirats arabes unis qui alimentent cette campagne génocidaire en étant le principal bailleur de fonds des FSR.

Cinquièmement, vous pouvez intenter des poursuites devant la Cour internationale de justice contre les États concernés.

Sixièmement, vous pouvez renforcer le contrôle législatif et réglementaire sur les chaînes d'approvisionnement liées au conflit, en particulier le traitement des minéraux et le commerce de l'or.

Septièmement, vous pouvez renforcer les mesures d'urgence en matière d'immigration et relever les plafonds pour réunir les familles canadiennes soudanaises et mettre fin au traitement discriminatoire à leur endroit. Il faut accélérer le traitement de toutes les demandes en attente.

Huitièmement, vous pouvez accroître l'aide humanitaire pour répondre aux besoins criants.

Neuvièmement, vous pouvez utiliser vos plateformes pour émettre des déclarations urgentes afin d'attirer l'attention sur les communautés du Darfour qui sont actuellement menacées d'anéantissement et mobiliser vos collègues pour appuyer ces mesures.

Enfin, nous sommes fiers de lancer, aujourd'hui et demain, une coalition historique multipartite pour le Soudan, en relançant la coalition Sauvons le Darfour mentionnée par notre fondateur, l'honorable Irwin Cotler. Nous invitons chacun d'entre vous à se joindre à nous et à faire participer vos collègues.

Nous sommes déterminés à travailler avec le Parlement et la société civile pour mettre en œuvre ce plan d'action afin que les Canadiens ne restent plus les bras croisés devant les tueries de masse, la famine, le génocide et la plus grande catastrophe humanitaire au monde, qui est honteusement ignorée.

Le président: Merci, monsieur Diamond.

J'invite maintenant Mme Ranya Elfil, membre du conseil d'administration de la Sudanese Canadian Community Association, à prendre la parole.

Vous avez cinq minutes.

• (1600)

Ranya Elfil (membre du conseil d'administration, Sudanese Canadian Community Association): Bonjour.

Étant donné les personnes récemment invitées à se présenter devant le Comité et la façon dont les choses se sont déroulées, je vais, pour être honnête, improviser un peu. Je vous prie simplement de faire preuve d'indulgence.

Je m'appelle Ranya Elfil. Je suis diplômée en ingénierie et mon domaine d'expertise est la transformation technologique. Je suis membre du conseil d'administration de l'Association des Canadiens d'origine soudanaise.

En avril 2023, lorsque la guerre au Soudan a commencé, je suis devenue une membre clé du comité des relations du gouvernement du Canada et de son sous-comité IRCC. Je participe activement à la défense des voies d'immigration, aux efforts humanitaires et à la réponse du Canada à la guerre, à commencer par les efforts déployés pour améliorer ses efforts d'évacuation au Soudan. Mes collègues de l'Association des Canadiens d'origine soudanaise et moi-même sommes ici parce que nous avons à cœur de servir la communauté soudano-canadienne d'un océan à l'autre et de faire entendre notre voix. Pour être honnête, ce que j'espère aujourd'hui, c'est que la voix des Soudano-Canadiens soit entendue.

Une partie de ma douleur personnelle liée à cette guerre vient du fait que j'ai perdu mon beau-père, qui était comme un père pour moi, alors qu'il attendait d'être reçu au Canada. Nous le parrainions pour qu'il vienne ici, mais cela ne s'est jamais concrétisé.

Je vais mettre l'accent sur ce que nous voulons que le Canada fasse. Au cours de certains échanges que nous avons eus par le passé avec le gouvernement canadien, on nous a dit: « Engagez-vous à ramener la paix au Soudan. Engagez-vous dans des efforts humanitaires. Engagez-vous dans la création de voies d'immigration. » On nous a clairement signifié que la paix au Soudan ne faisait pas partie des priorités du Canada, ce qui était un peu décevant. Pour qu'il puisse vraiment jouer un rôle de premier plan comme il l'a fait par le passé, le Canada devrait se focaliser sur l'aide humanitaire et les voies d'immigration.

Il est toujours important de se concentrer sur ce qui... Les gens essaient de présenter cela comme un conflit interne, et c'en est un. C'est une lutte pour le pouvoir qui oppose deux généraux, mais c'est en fait une guerre contre les civils. Il faut souligner que cette guerre n'aurait pas duré aussi longtemps et pris une telle ampleur sans le soutien d'acteurs externes. Il est très important de tenir compte de ce facteur, à savoir le soutien apporté par les Émirats arabes unis à la milice que l'on appelle les Forces de soutien rapide, ou FSR. Il est crucial de reconnaître ce fait et de prendre des mesures pour empêcher que des armes canadiennes ne tombent entre les mains de cette milice.

Nous avons été préoccupés de voir le premier ministre Carney se rendre aux Émirats arabes unis pour conclure un accord commercial avec ce pays. Lorsque nous proposons un accord commercial, il importe de veiller à ce que nous restions fidèles à nos principes, notamment à ces principes qui se fondent sur les droits de la personne. C'est particulièrement important compte tenu des allégations très crédibles selon lesquelles les Émirats arabes unis s'ingèrent dans les affaires des FSR et arment ces dernières. Le Canada devrait également tenir les fabricants d'armes canadiens responsables de leur rôle dans le conflit et adopter le projet de loi C-233, qui remédierait à une échappatoire qui permet aux armes fabriquées au Canada de se retrouver entre les mains de la milice génocidaire des FSR. Il est déchirant pour nous de voir nos proches se faire tuer par des armes fabriquées au Canada.

• (1605)

Il a également été déchirant pour nous de constater que, malgré la façon dont le Canada a mené sa réponse humanitaire et créé des voies d'immigration pour de nombreuses communautés malmenées, les efforts consacrés aux voies d'immigration pour les personnes touchées par la guerre au Soudan ont toujours été insuffisants. Depuis mai 2023, nous travaillons à la création d'une voie d'immigration pour les personnes touchées par la guerre au Soudan. Il a fallu 10 mois pour que la politique soit mise en place, puis elle a dû essuyer des retards continuels, passant de l'accueil de tout le monde, du début de 2025 au milieu de l'été 2025, à ce que nous voyons actuellement, soit un délai prévu de 99 mois; c'est huit ans. Dans huit ans, il n'y aura plus personne à accueillir, car, compte tenu de la situation actuelle là-bas, je crois qu'il n'y aura plus personne de vivant, que ce soit dans les camps de réfugiés ou ailleurs au Soudan.

Le président: Pouvez-vous conclure? Votre temps est écoulé. Je vais vous donner quelques secondes pour terminer.

Ranya Elfil: Merci.

J'aimerais conclure sur nos demandes. Il faut que les voies d'immigration du Soudan redeviennent prioritaires et fassent partie d'une filière urgente à part, plutôt que de la catégorie actuelle, où les choses vont bien trop lentement. Il faut faire quelque chose au sujet des armes et imposer un embargo aux Émirats arabes unis afin que nos armes ne se retrouvent pas entre les mains des milices. Il faut intensifier notre réponse humanitaire à ce qui se passe au Soudan. Il faut faire en sorte que la plus grande crise humanitaire qui soit — la famine, la malnutrition et la faim — attire l'attention du Canada et que nous en fassions plus à ce sujet.

Merci.

Le président: Merci, madame Elfil.

J'invite maintenant Mme Sadia Araa à prendre la parole pour cinq minutes.

La parole est à vous.

Sadia Araa (technicienne en pharmacie agréée, à titre personnel): Merci beaucoup. Merci de nous avoir invités ici pour raconter notre histoire au monde entier.

Je m'appelle Sadia Araa. Je suis technicienne en pharmacie agréée. Je suis née et j'ai grandi à El Fasher. El Fasher était autrefois une ville pleine de vie où les enfants pouvaient courir, et on pouvait entendre leurs voix avant de les voir surgir. Tous les habitants d'El Fasher diraient que la El Fasher que nous avions toujours connue, c'était Paris, la nuit, et des crêtes rudes, le jour. Les familles d'El Fasher se saluent par leur nom. Elles forment une com-

munauté tissée extrêmement serrée. Les femmes sont les racines qui ont uni toute la communauté.

Mais ce n'est pas le début de l'histoire... le 25, les Forces de soutien rapide, les FSR, sont entrées dans la ville d'El Fasher et l'ont effacée de la surface de la Terre. Je le sens en moi. Il y a tellement de gens qui y ont perdu la vie. Ce n'est pas le nombre qui me préoccupe. Une seule personne, c'est beaucoup pour moi. Quand on voit un enfant ou une femme tenir ses propres enfants dans ses bras et pleurer, c'est assez.

Plus de 460 personnes ont été massacrées à la maternité saoudienne d'El Fasher, l'un des rares hôpitaux qui restent, qui est déjà en ruines, où il n'y a presque plus de médecins et d'infirmières pour essayer de sauver des vies. Les patients s'y sont rendus en pensant que c'était un endroit sûr où ils pourraient obtenir des soins pour leurs blessures, mais au lieu de cela, les blessés ont été ciblés. Des patients ont été exécutés. Il y avait du sang partout dans les couloirs. L'hôpital qui autrefois donnait la vie est devenu lieu de mort. On pouvait voir des corps dans l'image satellite. On pouvait voir du sang dans l'image satellite.

Des familles ont été attachées à des arbres, des maisons entières ont été incendiées alors que des gens étaient encore à l'intérieur.

Ce n'est pas arrivé du jour au lendemain. Tout le monde le prédisait: la communauté internationale, les groupes d'aide humanitaire et les organismes des Nations unies. Ils disaient qu'il ne fallait surtout pas laisser les FSR entrer à El Fasher, parce que ce serait un massacre.

Ils les ont laissées entrer, dans le camp de Zamzam, qui accueille 1,5 million de personnes, et le gouvernement et la communauté internationale n'ont rien fait. Cela équivalait à donner le feu vert aux FSR et à ceux qui les appuient, comme les Émirats arabes unis, qui leur ont fourni tout ce qu'il fallait pour tuer, ni plus ni moins, pour se transformer en machine à tuer, et tout ce que ces gens ont fait est documenté par leurs propres téléphones.

J'ai été témoin du génocide en 2005. J'étais là, à El Fasher, j'ai vu toutes les larmes qui ont coulé, combien de personnes pleuraient. Les gens qui ont perdu la vie à El Fasher... c'est ma famille. J'y ai perdu mon propre frère. J'y ai perdu ma cousine. Vous pourrez le voir si vous faites une recherche sur Google, elle était la plus jeune parlementaire dans l'histoire du Soudan. Ils l'ont tuée. Elle n'a jamais quitté El Fasher. Elle y est restée. Elle travaillait pour une cuisine communautaire, ce qu'on appelle un *takaaya*. C'est comme une cuisine communautaire pour aider les gens qui sont coincés là-bas. Ils l'ont tuée, cette femme, puis ils ont dit à son cadavre: lève-toi si tu le peux.

Mais ces gens, les Émirats arabes unis ou qui que ce soit d'autre, n'ont rien dit et ont laissé se produire le massacre du peuple soudanais. Nous sommes en 2025 et nous parlons de quelque chose qui s'est produit en 2023.

• (1610)

Si seulement ces gens leur avaient dit: « Vous ne pouvez pas commettre ce massacre et tuer le peuple » et s'ils avaient tenu toutes ces personnes responsables — un gouvernement, une milice, peu importe — d'avoir tué des innocents... Ces seigneurs de guerre ne ciblent pas ceux qui sont au sommet, parce que personne au sommet n'a perdu ses cousins, ses sœurs, ses frères, sa mère ou son père. Seuls des civils ont perdu leurs proches. Tout le monde au Darfour en ce moment a les yeux pleins d'eau. Tout le monde pleure. Ce n'est pas un ou deux.

Le président: Excusez-moi, mais votre temps de parole est écoulé. Vous avez eu presque une minute de plus, mais continuez. Je ne peux pas vous arrêter, alors allez-y.

Sadia Araa: Ce n'est pas une ou deux fois qu'ils ont versé des larmes. C'est tous les jours.

Il y a des mères qui voient leurs enfants amputés. Les femmes voient leur mari se faire tuer devant elles. Les jeunes enfants... Tout s'est passé devant eux. Je ne sais pas comment ces enfants vont survivre. Même s'ils survivent à la guerre, je ne sais pas ce qu'ils vont devenir. Le massacre dont ces jeunes ont été témoins... En tant qu'adulte et que mère, je n'arrive pas à regarder ces vidéos; c'est tellement horrible, mais les jeunes enfants ont vu tout cela de leurs yeux.

De quoi avons-nous besoin de la part du Canada? Il faut que le Canada aide ses alliés. Le Canada l'a déjà fait.

Un jour où ils ont tué tant de gens à El Fasher, un journaliste a écrit dans *The Guardian* que c'était plus horrible encore que ce qui s'est passé au Rwanda en 1996. Ce n'était qu'une journée de meurtres à El Fasher.

Si nous affirmons vouloir que le génocide cesse, nous devons joindre le geste à la parole et faire tout ce que nous pouvons pour traduire en justice quiconque en est responsable. Il n'y a rien de plus nécessaire que la justice. Vous avez vu les vidéos. Nous devons traduire en justice les personnes qui ont commis ces actes. Il n'y aura pas de paix à El Fasher tant que ces gens ne seront pas derrière les barreaux.

Merci beaucoup.

Le président: Merci. C'est très touchant.

Nous allons maintenant passer à une série de questions et de réponses.

J'inviterais M. Majumdar à prendre la parole, pour six minutes.

Shuvaloy Majumdar (Calgary Heritage, PCC): Merci, monsieur le président.

Je tiens à dire aux témoins ici présents et à toutes les communautés soudanaises de la diaspora et au Soudan qui nous regardent en direct que le Comité prend au sérieux les témoignages présentés aujourd'hui. De toute évidence, cela a touché les familles de manière viscérale. Nous vous remercions de votre témoignage. Nous vous remercions de témoigner, de nous faire part de votre perspective et de nous proposer vos solutions.

Il s'agit évidemment de l'une des plus grandes catastrophes humanitaires de la dernière décennie. C'est pourquoi le Sous-comité a choisi à l'unanimité de prendre le temps de mieux comprendre la situation et de voir ce que nous pouvons faire pour vous aider à trouver des solutions: des solutions en vue d'un cessez-le-feu immédiat,

des solutions pour traduire en justice les auteurs de violences de masse et de ces atrocités, des solutions pour rétablir la dignité des familles soudanaises, des enfants, du pays et du peuple en général.

Je pourrais peut-être commencer par demander à M. Khalid Omer Yousif de nous donner un peu de contexte.

Monsieur, de votre point de vue, dans quelle mesure l'héritage du régime de Bashir contribue-t-il à alimenter cette guerre que nous voyons se déployer de façon si viscérale, surtout ces derniers temps?

• (1615)

Khalid Omer: Je vous remercie beaucoup de cette question.

Pour commencer, j'aimerais faire un bref commentaire. Ce que tous les témoins ont affirmé ici au sujet des atrocités commises par les FSR est vrai. Les FSR ont commis d'horribles atrocités contre le peuple soudanais, et elles devraient en être tenues responsables, mais ce n'est que la moitié de la vérité. Ce qui passe toujours beaucoup sous silence, c'est ce que fait l'autre camp. C'est pourtant bien attesté par le Conseil des droits de l'homme grâce à sa mission d'enquête. Beaucoup de vidéos attestent de l'utilisation d'armes chimiques, d'obus d'artillerie, de bombes aériennes et de l'abattage de personnes. Pour sauver le peuple soudanais, il faut dire toute la vérité. Il y a deux camps qui tuent le peuple soudanais. Il faut cesser de les financer et de les armer. Ils doivent tous deux rendre des comptes. Aucun des deux ne devrait définir l'avenir du Soudan. Ce sont les Soudanais qui devraient décider de l'avenir du Soudan.

Cela m'amène à la très bonne question sur l'héritage du régime Bashir. En fait, il y a deux camps. Lorsque les Frères musulmans ont pénétré les Forces armées soudanaises, les FAS, elles sont passées sous leur influence et leur contrôle. Il y a aussi les Forces de soutien rapide, les FSR, qui sont en fait un produit du même régime. Les crimes ont été commis à El Fasher dans des camps de réfugiés comme Zamzam et Abu Shouk.

En fait, il y a des gens qui vivent dans des camps de réfugiés, dans des camps de personnes déplacées, depuis plus de 20 ans, et qui y ont été conduits par le régime de Bashir. Depuis 20 ans, ils ne peuvent pas retourner dans leur village. Le régime de Bashir a brûlé leur village. Le régime de Bashir les a tués deux fois, d'abord lors du premier génocide au Darfour, puis maintenant, dans cette guerre entre deux produits du régime de Bashir. C'est la source de la destruction du pays. Les deux produits du régime de Bashir ont tué les aspirations du peuple soudanais avec le coup d'État de 2021 contre le soulèvement public du peuple soudanais.

Il ne faudrait pas non plus détourner ou fermer les yeux devant l'éléphant dans la pièce. L'éléphant dans la pièce, c'est la dictature fasciste brutale qui a divisé le pays, commis le premier génocide, déclenché cette guerre et travaillé activement pour que cette guerre se poursuive. Pour mettre fin à la guerre, il faut nommer tous les auteurs de ces crimes. On ne peut pas cibler un seul criminel et taire le nom de tous les autres.

Shuvaloy Majumdar: Merci beaucoup.

Monsieur Amjad Taha, il me reste une minute et demie, et j'aimerais creuser un peu pour en savoir plus au sujet de ce dont vous avez parlé dans votre témoignage. Vous ne l'aviez pas tout à fait terminé, et je voulais vous donner l'occasion d'expliquer plus en détail comment, selon vous, des États étrangers, comme la Turquie, l'Iran, la Russie et l'Égypte, contribuent à l'exacerbation de la crise.

Amjad Taha: Je pense que beaucoup de pays contribuent à cette guerre civile. Soyons très honnêtes. Ces armes sont fabriquées en Russie, par exemple, mais elles sont livrées par la Türkiye. Une entreprise turque, Al-Bayarg for Firearms, est actuellement enregistrée comme fournisseur au Soudan; c'est Erdinç Doğa Av Malzemeleri, une entreprise turque, qui livre ces armes à l'armée soudanaise, qui s'en sert pour tuer des innocents, en dépit de sa lutte contre les FSR. C'est une autre arme. Ce sont les protecteurs de sécurité directs d'al-Burhan. Ils ont des armes russes.

En ce qui concerne l'un des points soulevés par l'un des témoins au sujet des Émirats arabes unis, si je peux me permettre d'apporter une correction, les Émirats arabes unis ont conclu un accord le 29 juillet 2020 avec le gouvernement de transition — le gouvernement de transition du gouvernement civil, le peuple civil. Le premier ministre en était Hamdok. À ce moment-là, le gouvernement de transition, qui avait été accepté par la communauté internationale, a conclu un accord avec les Émirats arabes unis en vertu duquel ils enverraient des armes pour défendre le gouvernement de transition contre toute attaque, en particulier de terroristes comme Boko Haram et d'autres. Ils étaient très actifs ailleurs.

Lorsque la guerre a éclaté...

• (1620)

Le président: Pouvez-vous conclure, s'il vous plaît? Vous avez dépassé votre temps.

Amjad Taha: Oui.

Lorsque les FSR et les FAS sont entrées en guerre... Soit dit en passant, la logique est simple, mais certains militants ne veulent pas comprendre. C'est très simple. Les FSR et les FAS se faisaient la guerre, et elles ont commencé à se voler des armes. Bien entendu, les FAS ont lancé toute une propagande au sujet des Émirats arabes unis, qui ne font qu'envoyer de l'aide humanitaire. Beaucoup de militants, des gauchistes, n'en sont pas contents.

Ce sont des enfants. Si nous nous soucions du sort des enfants — vous parlez des enfants —, ce sont des enfants dans l'armée soudanaise. Ce sont des enfants, ici, des enfants, dans l'armée soudanaise. C'est une honte pour l'humanité que...

Le président: S'il vous plaît, monsieur Taha, selon les règles du Sous-comité, nous ne sommes pas autorisés à montrer des photos.

Je crois que le temps est écoulé. Merci.

J'invite M. Sameer Zuberi à prendre la parole pour six minutes.

Sameer Zuberi (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je tiens simplement à souligner que la dernière série de questions a duré près de huit minutes, mais je vous remercie des six minutes dont je dispose. Je vais démarrer mon chronomètre tout de suite à six minutes. Merci.

Je tiens vraiment à remercier les témoins du courage dont ils font preuve en venant ici aujourd'hui, en particulier ceux d'entre vous qui ont perdu des êtres chers ou des membres de la famille, comme Mmes Araa et Elfil, et les autres personnes qui témoignent et nous regardent aujourd'hui. Je tiens à vous remercier d'avoir le courage d'être ici et d'endurer ce que vous entendez du même coup, je vous remercie de nous aider à comprendre ce qui se passe au Soudan. Je tiens à remercier les autres alliés, comme M. Diamond, de leur présence ici, aussi.

Je vais commencer par Mme Elfil.

Vous parliez de l'importance d'une voie d'immigration du gouvernement du Canada. Pouvez-vous nous dire combien de personnes sont ici aujourd'hui grâce à cette voie d'immigration pour les proches de Soudanais?

Ranya Elfil: Environ 5 000 demandes ont été déposées au titre de ce programme, de manière générale. Nous savons que la première phase devait permettre à environ 7 200 personnes de venir ici. Au total, c'est un peu plus de 10 000 personnes qui devraient bénéficier de ce programme. Nous savons qu'environ 2 200 personnes sont arrivées au Canada à ce jour. Les autres restent bloquées.

Récemment, avec l'escalade des violences, à El Fasher, nous avons travaillé avec des membres de la communauté qui essayaient désespérément de localiser les membres de leur famille à El Fasher, à Bara et dans d'autres régions frappées récemment, mais nous n'avons pas réussi.

Je veux prendre un moment pour dire que le problème touche l'ensemble du Soudan. C'est récent. Tout a commencé en 2003, et nous avons laissé la situation dégénérer jusqu'à la crise actuelle. En 2023, la crise a éclaté dans l'État de Khartoum, pour ensuite gagner l'État d'Al Jazirah. Quand on parle de personnes déplacées, on parle du plus grand déplacement qu'il y a eu: environ 11 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et plus de 4 millions de personnes ont été déplacées dans d'autres pays.

Sameer Zuberi: Merci.

Vous avez mentionné qu'il y a beaucoup de dossiers en attente à l'heure actuelle, pour réinstaller des proches qui ont déjà un dossier au ministère de l'Immigration. Dans certains cas, il faut compter jusqu'à 99 mois. Est-ce exact?

Ranya Elfil: Oui.

Sameer Zuberi: Je suppose que vous demanderiez que les dossiers qui sont déjà dans le système d'immigration soient traités rapidement et que ces personnes n'aient pas à attendre 99 mois pour venir ici.

Ranya Elfil: Absolument.

Sameer Zuberi: Je suppose que vous demanderiez que le processus soit accéléré sans tarder.

Ranya Elfil: Il devrait être accéléré sans tarder. Selon la façon dont les choses se font maintenant, selon le plan et les seuils annoncés récemment, ces demandes entrent dans une catégorie dont le processus est lent. Cette catégorie comprend d'autres groupes de personnes, qui se trouvent déjà au Canada et qui ont une résidence temporaire, mais veulent passer de la résidence temporaire à la résidence permanente. Voilà le problème.

Sameer Zuberi: Merci.

J'aimerais passer à M. Diamond et à M. Ali.

Vous avez mentionné un certain nombre de mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre, dont des sanctions, des sanctions ciblées contre certaines personnes. Comptez-vous faire des suggestions au gouvernement en ce sens?

• (1625)

Mutasim Ali: Nous savons que si la guerre se poursuit, c'est à cause du financement externe. Nous avons communiqué avec Affaires mondiales Canada pour lui soumettre des recommandations de sanctions. Nous lui enverrons d'autres listes, en mettant l'accent sur les entités commerciales qui, selon nous, facilitent ces atrocités et la guerre et, bien sûr, sur les particuliers.

Yonah Diamond: Comme autre possibilité, je tiens simplement à signaler qu'aux États-Unis, le projet de loi S.935 a été proposé par Van Hollen. La mesure vise à interdire les transferts vers les Émirats arabes unis jusqu'à ce que le président puisse certifier à la commission des affaires étrangères que le pays ne fournit plus de soutien matériel aux Forces de soutien rapide.

C'est une mesure que le Canada pourrait également prendre. J'aimerais ajouter qu'il s'agit clairement de l'une des initiatives les plus importantes aux États-Unis, sinon la plus importante, visant à renforcer la responsabilisation à l'heure actuelle.

Sameer Zuberi: Merci.

Il est vraiment important de porter attention à la circulation des armes et aux gens qui se cachent derrière, et le Canada doit y mettre fin.

Madame Elfil, vous avez mentionné qu'il était important que le Canada remédie aux échappatoires liées à la fabrication de pièces destinées à être exportées. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Ranya Elfil: Je pense que ce que j'ai mentionné dans mon témoignage concernait le projet de loi qui a récemment été présenté par la députée Jenny Kwan, le projet de loi C-233. Nous croyons que l'adoption de ce projet de loi permettra de remédier à ces échappatoires.

Sameer Zuberi: Je cède le reste de mon temps de parole, qui est de moins d'une minute, à M. Ali.

Mutasim Ali: Merci, encore une fois.

Au Centre Raoul Wallenberg, nous faisons état de ces atrocités depuis 2023. Nous avons conclu avec certitude qu'un génocide a été commis dans le Darfour occidental, à Geneina. Nous avons constaté que des acteurs extérieurs, des États, en particulier les Émirats arabes unis, le Tchad, le Kenya et la Libye — certains des pays voisins —, facilitaient le transfert d'armes.

De plus, notre rapport intitulé *A War on Children: A World Complicit* fait état des atrocités qui sont actuellement perpétrées. Nous y accusons à la fois les Forces de soutien rapide et les Forces armées soudanaises de commettre des atrocités contre le peuple soudanais. Nous avons établi que des acteurs externes, des États et des intérêts commerciaux alimentaient les atrocités.

Sameer Zuberi: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Zuberi.

[Français]

J'invite M. Brunelle-Duceppe à prendre la parole pour six minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Je remercie infiniment les témoins de leurs témoignages, particulièrement Mme Araa.

Madame Elfil, je vous remercie d'être avec nous aujourd'hui. C'est important que le Comité vous entende.

Je ne suis pas là pour faire de la politique. Nous sommes ici pour analyser objectivement une situation réelle. On parle de l'Iran, qui est derrière les Forces armées soudanaises, et des Émirats arabes unis, qui sont derrière les Forces d'appui rapide.

Tout récemment, M. Carney s'est rendu aux Émirats arabes unis pour signer avec eux des contrats d'une valeur de dizaines de milliards de dollars. Quel message cela envoie-t-il au sujet de la crise au Soudan?

Ma question s'adresse à M. Ali et à M. Diamond.

[Traduction]

Yonah Diamond: Il s'agissait d'une entente concernant...? Avez-vous dit que cela portait sur l'immigration?

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Je répète ma question: quel message la récente mission de M. Carney, des contrats d'une valeur de dizaines de milliards de dollars avec les Émirats arabes unis envoie-t-elle au sujet de la crise au Soudan?

• (1630)

[Traduction]

Yonah Diamond: Nous essayons de dénoncer publiquement ces ententes en disant que l'on doit au moins exiger que les Émirats arabes unis démontrent qu'ils mettent fin à leur soutien aux Forces de soutien rapide. À notre connaissance, cela n'a pas encore été évoqué dans le cadre de ces contrats ni dans le compte rendu de la rencontre que le premier ministre Carney a eue avec les dirigeants émiriens.

Il sait exactement ce qu'ils font. C'est de notoriété publique. Les échanges commerciaux ne doivent pas être dissociés de la défense des droits de la personne et de la protection d'une population menacée de destruction, surtout lorsqu'on élabore des politiques fondées sur des valeurs.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Je comprends.

Dans votre allocution, vous nous avez parlé de génocide. J'imagine que vous vous basez sur des preuves ou des tendances. Logiquement, lorsqu'on voit un premier ministre canadien serrer la main d'un dirigeant qui est derrière une forme de financement d'un génocide, n'y a-t-il pas là un problème évident?

[Traduction]

Yonah Diamond: Absolument. Je suis tout à fait d'accord avec vous.

C'est un régime qui contrôle plus de 2,5 billions de dollars, selon les estimations, en fonds souverains. Ainsi, lorsque le premier ministre est revenu avec une entente de 1 milliard de dollars et qu'il n'a pas mentionné le Soudan, alors qu'il savait que les Émirats arabes unis soutenaient les Forces de soutien rapide... En ce qui concerne le rôle des Émirats arabes unis, ce n'est pas nous qui le disons. Cette information est corroborée par un groupe d'experts de l'ONU, des reportages d'enquête, des gens du milieu du renseignement et des analyses d'images satellites. Les officiers des Forces de soutien rapide admettent eux-mêmes que ce sont principalement les Émirats arabes unis qui les soutiennent.

Il s'agit également d'un des principaux acteurs influents qui a empêché toute opération d'aide humanitaire et tout effort visant à mettre fin au siège dans le cadre du rôle qu'il joue au sein du Quad, un groupe...

Le rôle des Émirats arabes unis est simplement celui de complice de ce génocide. Si quelqu'un serre la main de complices de génocide, c'est au public de décider si c'est fondé sur des principes ou non.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Expliquez-nous pourquoi vous recommandez que le Canada dénonce ou reconnaisse formellement le génocide en cours au Soudan.

[Traduction]

Mutasim Ali: Depuis la publication de notre rapport en 2024, nous demandons aux États de déterminer qu'il s'agit d'un génocide, mais aussi d'agir. Avant même d'avoir publié notre rapport, nous avons réuni une centaine d'experts internationaux qui ont conclu qu'il existait un risque imminent ou grave de génocide. L'idée était de dire que la communauté internationale avait l'obligation légale de prévenir... C'est essentiellement le principe de la Convention sur le génocide.

Je pense qu'il est essentiel d'établir qu'il s'agit d'un génocide. La première chose à faire est de prendre acte des torts subis par les victimes, c'est-à-dire de faire état des faits, mais la deuxième est d'empêcher la destruction d'autres communautés.

Je pense que le Canada doit suivre l'exemple des États-Unis. Nous continuerons à communiquer avec le gouvernement canadien et d'autres gouvernements pour qu'ils prennent la même décision, car les faits sont très clairs et la loi est claire. Je pense donc qu'il est impératif d'établir qu'il s'agit d'un génocide.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Les faits sont très clairs. Effectivement, aujourd'hui, vous demandez au Comité de reconnaître qu'il y a un génocide en cours, qu'il y en a déjà eu un en 2003 au Darfour et qu'on joue dans le même film, qui est encore plus terrible, aux dires de certains. C'est ce qu'il m'importe de souligner, et j'ai l'impression que je serai probablement, le seul à le dire aujourd'hui.

Nous sommes lundi et, pas plus tard que la semaine dernière, M. Carney est allé aux Émirats arabes unis pour serrer la main de leur dirigeant et signer des contrats d'une valeur de 90 milliards de dollars avec ce pays. Cela se passe au moment où nous tenons ces séances de comité. Comment voulez-vous que je convainque mes collègues de chaque côté de la Chambre de reconnaître un génocide si notre premier ministre se promène dans ce pays pour serrer des mains et signer des contrats représentant des sommes stratosphériques?

Je veux bien que nos analystes nous fassent des recommandations, mais comment puis-je convaincre mes collègues que cela n'a pas absolument aucun bon sens que le premier ministre soit allé serrer la main de quelqu'un qui, on le sait, finance un génocide au Soudan?

• (1635)

[Traduction]

Le président: Excusez-moi, mais le temps est écoulé. Nous avons dépassé le temps imparti de près de 50 secondes. Je suis désolé. Nous pourrions peut-être obtenir une réponse plus tard.

J'invite maintenant Mme Kronis à prendre la parole pour cinq minutes.

Tamara Kronis (Nanaimo—Ladysmith, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à M. Omer.

La guerre civile au Soudan est évidemment une catastrophe totale pour le peuple soudanais. Je voudrais simplement prendre un moment pour exprimer toute ma compassion envers les témoins présents aujourd'hui qui vivent une immense souffrance.

Madame Elfil, monsieur Ali, madame Araa, je tiens à vous présenter mes sincères condoléances pour les pertes que vous avez subies sur le plan personnel et dans vos communautés.

Monsieur Omer, un certain nombre de témoins ont mentionné l'existence d'intérêts étrangers dans cette tragédie. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur les intérêts que sert le maintien du Soudan dans un état de guerre?

Khalid Omer: Je pense que les seules victimes dans tout cela sont les Soudanais. Comme je l'ai dit, cette guerre est le résultat d'une lutte de pouvoir entre deux factions qui ont toutes deux fait échouer la transition et qui ont ensuite déchiré le pays par cette guerre. Comme dans toute guerre civile partout dans le monde, la situation ouvre bien sûr la porte à une intervention extérieure.

De plus, si l'objectif est de mettre fin aux souffrances du peuple soudanais, il faut que tout soutien extérieur aux camps belligérants cesse. C'est pourquoi nous continuons à demander que l'embargo sur les armes soit étendu à l'ensemble du Soudan et que la communauté internationale exerce des pressions coordonnées sur toutes les parties afin que cessent le financement et le soutien des deux camps.

C'est ce qui doit se passer pour que la guerre s'arrête, mais comme je l'ai dit, nous continuons à parler d'une seule partie au conflit et à faire complètement abstraction de ce que fait l'autre. C'est en fait la recette idéale pour que la guerre se poursuive et que le peuple soudanais continue de souffrir.

Tamara Kronis: Pouvez-vous expliquer un peu plus en détail comment les intérêts des puissances régionales en présence ont façonné ce conflit?

Khalid Omer: Bien sûr. Lorsqu'on parle de la division dans la région et dans le monde concernant le Soudan, on parle non seulement du fait que l'on ne prête pas attention à ce qui se passe au Soudan, mais aussi de la division dans les régions avoisinantes... Certaines parties soutiennent les Forces armées soudanaises, d'autres soutiennent les Forces de soutien rapide. Il est très difficile pour les acteurs régionaux de s'entendre sur la voie à suivre. Cette situation contribue également à la poursuite de la guerre.

Une occasion unique s'est maintenant présentée avec la déclaration du Quad du 12 septembre. Elle a tout d'abord permis d'unifier la région et le monde derrière un plan d'action très clair. Il consiste à instaurer une trêve humanitaire afin d'accélérer l'acheminement de l'aide humanitaire au peuple soudanais, puis à parvenir à une solution négociée. Cette initiative a reçu l'appui de l'ONU, de l'Union africaine, de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, de la Ligue arabe, etc. Il ne faut pas laisser passer cette occasion. C'est le moyen de mettre fin au bain de sang au Soudan.

Tamara Kronis: Puisque cette occasion se présente à nous, je me demande à nouveau, toujours en m'adressant à vous, monsieur Omer, ce qui fait obstacle à cet objectif. Y a-t-il des motifs économiques, comme le contrôle des activités minières, de routes commerciales ou de terres, qui incitent à une ingérence étrangère? J'essaie en fait de comprendre ce qui est réellement en jeu au Soudan.

Khalid Omer: Je pense que c'est une très longue histoire, mais les régimes corrompus du Soudan ont en fait ouvert la porte aux acteurs internationaux et régionaux pour qu'ils exploitent les ressources du Soudan. Nous parlons du régime de Bashir, qui disposait des revenus tirés du pétrole, soit 1 milliard de dollars. On pourrait bâtir un Soudan différent. L'accord qu'a conclu le régime de Bashir et les Chinois conduit en fait le Soudan vers la pauvreté, et non vers la prospérité.

Pour que les Soudanais puissent utiliser leurs ressources et pour que toute forme d'exploitation cesse, tout doit commencer au Soudan: comment mettre en place une bonne gouvernance, mettre fin à plusieurs décennies de régime militaire et instaurer un modèle civil. Le modèle civil a en fait existé pendant deux ans, entre 2019 et 2021. À cette époque, il n'y avait pas de guerre civile. Il n'y avait pas de corruption. Il n'était pas question d'exploitation régionale. Le Soudan et ses voisins dans la région coopéraient et coordonnaient leurs efforts. C'est le modèle dont le Soudan a besoin pour mettre fin à toute forme de pratiques néfastes à l'intérieur ou à l'extérieur du pays.

● (1640)

Le président: Merci.

Merci, madame Kronis.

J'invite Mme Vandenberg à prendre la parole pour cinq minutes.

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous nos témoins de leurs témoignages, en particulier à ceux d'entre vous qui ont vécu des drames personnels dans leur vie et dans leur famille.

Mes premières questions s'adresseront à Mme Sadia Araa.

Vous avez dit quelque chose dans votre témoignage qui me semble très important. Vous avez dit que, surtout à El Fasher, où vous êtes née et avez grandi, les femmes sont le ciment des communautés. Nous considérons souvent les femmes comme des victimes, mais je me demande quel est leur rôle dans l'instauration de la paix. Comment la communauté internationale peut-elle aider les femmes à s'assurer qu'elles participent à ce processus?

Nous savons que tout accord de paix ou toute structure de gouvernance est plus durable lorsque les femmes des communautés locales ont leur mot à dire dans l'élaboration de ces accords. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet et également au sujet de la société civile? Je sais que la société civile est très forte. Comment pouvons-nous la soutenir et soutenir les groupes de femmes qui en font partie?

Sadia Araa: Je vous remercie, madame Vandenberg, de me donner l'occasion de m'exprimer.

Nous savons que partout — pas seulement au Soudan et à El Fasher, mais dans toutes les communautés du monde —, les femmes sont les piliers. Dans un foyer, si la femme est malade, le mari sera malade. Les femmes sont essentielles, surtout au Darfour. Elles soutiennent la communauté. Elles élèvent les enfants. Pendant la

saison des pluies, elles s'occupent de leurs cultures. Ce n'est plus le cas. Après 2023, chaque fois que les femmes sortent pour faire quoi que ce soit, c'est pour assurer la sécurité alimentaire.

Nous avons le meilleur endroit pour cultiver n'importe quoi... On appelle le Soudan le grenier du monde. On peut y cultiver tout ce que l'on veut. Nous avons l'eau. Nous avons le Nil. Nous avons un sol riche. Nous avons la saison des pluies.

Sur une note plus personnelle, lorsque ma mère cultive des produits, nous pouvons ramener près de 100 sacs de nourriture. Cela remplirait un camion. Nous n'avons même pas la place pour la stocker. Cela vous permet d'assurer votre sécurité alimentaire et celle de votre famille. Si vous manquez de quelque chose, vous allez au marché et vous l'achetez. Vous emmenez vos enfants avec vous.

Grâce au travail agricole de ma mère, j'ai pu aller à l'école. La première fois que j'ai pris l'avion, c'était pour aller étudier l'archéologie à l'Université de Khartoum. J'étais la première femme du Darfour occidental à étudier dans ce domaine.

Les femmes transmettent leur manière de vivre à leurs enfants. Si l'on détruit la vie d'une femme, c'est toute la collectivité qui est détruite, car cette femme n'est plus en mesure d'élever correctement ses enfants. Si l'on ne peut subvenir à ses propres besoins, on ne peut subvenir à ceux de ses proches, y compris à ceux de ses propres enfants.

Comment allons-nous faire pour donner des moyens d'agir aux femmes?

Le gouvernement soudanais a laissé cela se produire. Tenons tous les membres des Forces de soutien rapide responsables de leurs actes. Ils ont terrorisé les femmes et violé les enfants. Ils violent même des enfants âgés d'un an.

Si l'on ne se sent pas suffisamment en sécurité, on ne peut rien faire. Pour leur donner les moyens d'agir, il faut leur offrir des possibilités. Ouvrons leurs boutiques. Laissons-les faire des choses afin qu'elles se sentent à l'aise et puissent contribuer à créer une bonne collectivité.

C'est selon moi ce que l'on peut faire pour donner aux femmes les moyens d'agir.

Anita Vandenberg: Je vous remercie beaucoup.

Il ne me reste qu'une minute et je voudrais poser une question à M. Diamond au sujet de ce qu'il a dit à propos de la prévisibilité.

C'est très troublant, car nous entendons constamment ce genre de choses. Nous l'avons entendu à propos du Rwanda et d'autres endroits. Tout commence, comme vous l'avez dit, par des campagnes de déshumanisation. Il y a de nombreux signaux d'alarme et ce genre de campagnes de déshumanisation précède la violence.

Vous disiez qu'il y a actuellement des situations qui sèment l'inquiétude. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet?

● (1645)

Yonah Diamond: Merci, madame Vandenberg.

D'une certaine manière, nous avons l'impression qu'il est trop tard, car il y a deux ans, nous avons publié une déclaration commune réunissant plus de 100 spécialistes du monde entier sur le risque imminent, à l'époque, que des massacres génocidaires soient commis à El Fasher. C'est essentiellement ce qui s'est produit. De tels massacres ont lieu en ce moment même et des analyses d'images satellites le démontrent.

Tous les survivants qui se lancent dans l'éprouvant périple qu'est celui de quitter El Fasher racontent des histoires similaires: les hommes et les garçons sont séparés pour être exécutés, tandis que les femmes sont victimes de viols systématiques et des pires violences sexuelles.

Lorsque nous disons, au sujet du génocide, qu'il est facile pour les parlementaires de... Cela remonte à plus de deux décennies. C'est en fait la seule situation dans laquelle, à la Cour pénale internationale, une accusation de génocide a été portée. Il s'agit du contexte du Darfour. Les experts de l'ONU qualifient la situation de génocide.

Ce n'est absolument pas une demande controversée. Il ne s'agit même pas de nommer des acteurs externes, lorsque l'on reconnaît des faits pour ces collectivités qui ont été privées de cette reconnaissance pendant si longtemps.

Je ne sais pas si M. Ali souhaite ajouter quelque chose.

[Français]

Le président: Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour cinq minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Madame Elfil, vous nous avez dit plus tôt ce que le Canada devrait faire, entre autres, en matière d'immigration. Puisque vous le savez mieux que quiconque, j'aimerais savoir comment la diaspora soudanaise canadienne a réagi au voyage de M. Carney aux Émirats arabes unis et les contrats qu'il y a signés.

[Traduction]

Ranya Elfil: Je dirais qu'elle a réagi avec inquiétude.

Nous comprenons que le Canada déploie beaucoup d'efforts pour élargir son réseau de partenaires commerciaux. Nous en sommes conscients, mais cela n'a pas à se faire au détriment de nos valeurs et des principes internationaux des droits de la personne. Nous voulons avoir la certitude que cet accord commercial n'inclut pas le commerce des armes et que ces préoccupations ont fait l'objet de discussions, car le soutien que les Émirats arabes unis apportent aux Forces de soutien rapide nous inquiète. Nous espérons que cela a été évoqué lors des discussions.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci beaucoup.

Monsieur Ali du Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne, à votre avis, quels outils internationaux politiques ou juridiques devraient être utilisés dans la crise actuelle au Soudan, mais ne le sont pas?

[Traduction]

Mutasim Ali: Je vous remercie de la question.

Dans le cadre de notre travail, nous avons souligné de nombreuses mesures judiciaires qui doivent être prises. Premièrement, il faut que les responsables de ces atrocités soient privés des sources

de financement qui leur permettent de continuer de les commettre. Leur financement provient d'abord d'acteurs externes. C'est la première chose.

Deuxièmement, nous croyons qu'il faut tenter des poursuites judiciaires contre les États qui sont complices, que ce soit de génocide, de nettoyage ethnique ou de violation des conventions internationales. Je pense que le Canada peut jouer un rôle à cet égard. Nous avons recensé de nombreux États, et je suis d'avis que nous pouvons faire valoir de solides arguments juridiques.

Troisièmement, il existe une compétence universelle. Nous savons que les auteurs de ces actes continuent de voyager en toute impunité. Certains d'entre eux se rendent, dans la plupart des cas, dans d'autres régions d'Afrique, et d'autres vont ailleurs. Je pense qu'il y a moyen de les tenir responsables. L'objectif de la reddition de comptes est de veiller à ce que ceux qui commettent des atrocités cessent d'agir en toute impunité. Nous pouvons stopper cela.

Enfin, il faut élargir la compétence de la Cour pénale internationale, ou CPI, pour qu'elle puisse mener des enquêtes sur les atrocités commises dans d'autres régions du Soudan, et pas seulement au Darfour. À l'heure actuelle, la CPI n'a pour mandat d'enquêter que sur les atrocités commises au Darfour. Or, nous savons que les parties belligérantes, les Forces armées soudanaises, les Forces de soutien rapide et les milices alliées commettent de nombreuses atrocités à Khartoum, à Gezireh et ailleurs. Il est donc essentiel d'élargir le mandat de la CPI.

• (1650)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Vous en avez parlé. Je pense que M. Diamond en a aussi parlé un peu plus tôt.

À quel point l'impunité historique qu'il y a eu au Darfour et au Soudan a-t-elle un impact sur la crise actuelle au Soudan?

[Traduction]

Yonah Diamond: Je dirais d'abord qu'une partie du problème réside dans le fait que l'on n'appelle pas les choses par leur nom. On ne dit pas qu'il s'agit d'un génocide.

Monsieur Ali, je pense que vous vouliez peut-être ajouter quelque chose.

Mutasim Ali: Oui. La culture de l'impunité est l'une des principales raisons pour lesquelles ces atrocités sont commises partout au pays. Malheureusement, même pendant la période de transition, la reddition de comptes a été négligée. Pendant la période de transition, les acteurs — les militaires à l'époque, les Forces de soutien rapide et les Forces armées soudanaises, ainsi que les leaders civils — ont mis de côté la reddition de comptes. Nul auteur n'a été tenu responsable de ses actes. Personne n'a été extradé vers la CPI.

La CPI a recherché cinq responsables, dont Bashir, Abdel Raheem Muhammad Hussein et Ahmad Harun. Ils étaient au Soudan pendant la période de transition, mais ils n'ont pas été extradés. L'omniprésence de la culture de l'impunité a permis à ces atrocités de se poursuivre.

À l'heure actuelle, les institutions judiciaires du Soudan n'arrivent pas à tenir les auteurs responsables de leurs actes. Voilà pourquoi la communauté internationale et le Canada doivent prendre des mesures essentielles pour mettre fin au cycle de l'impunité.

Yonah Diamond: Nous nous en voudrions de ne pas mentionner l'entreprise canadienne de Guerman Goutorov — le Streit Group —, qui est l'un des plus grands fabricants de véhicules de combat blindés au monde. Cette entreprise devrait faire l'objet d'une enquête en vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, ainsi que de nos obligations au titre du Traité sur le commerce des armes. Il faut veiller à ce que ces véhicules ne finissent pas au Soudan, même s'il y en a qui ont été retrouvés entre les mains des Forces de soutien rapide. Cette entreprise a violé à plusieurs reprises les embargos sur les armes, et le gouvernement américain l'a accusée d'exportations illégales d'armes.

Le président: Merci.

Merci, monsieur Brunelle-Duceppe.

J'invite maintenant Mme Anju Dhillon à prendre la parole pour cinq minutes.

Anju Dhillon (Dorval—Lachine—LaSalle, Lib.): Merci beaucoup.

Ma première question s'adressera à M. Omer, mais avant de la poser, j'aimerais remercier tous les témoins de nous avoir raconté leurs histoires et leurs témoignages déchirants à propos de ce qu'eux-mêmes et leurs familles ont vécu. Je pense que tous les membres du Comité sympathisent avec vous et sont avec vous.

Monsieur Omer, vous avez parlé des causes profondes de ces guerres. Pouvez-vous nous en parler davantage? Vous avez dit qu'elles ont commencé juste avant l'indépendance. Pouvez-vous nous aider à comprendre ces causes profondes?

Merci.

Khalid Omer: Rapidement, je peux dire que le Soudan était autrefois l'un des pays les plus multiculturels d'Afrique, où l'on parlait plus de 120 langues, et où il y avait 500 tribus et différentes religions. Or, cette diversité n'a pas été gérée de façon inclusive. De fait, pendant des décennies, le régime militaire et les idéologies fascistes ont essayé de façonner le Soudan dans un seul sens.

Lorsque la population du Soudan du Sud, du Darfour et des monts Noubas s'est révoltée contre cela, la même armée, au lieu de chercher une solution négociée pour parvenir à un cadre inclusif, a créé des milices pour qu'elles se battent en son nom. C'est ce qu'elle a fait au Soudan du Sud, dans les monts Noubas et au Darfour. Le résultat? Des armées parallèles sont entrées en guerre dans tout le pays.

La principale cause profonde du problème qui afflige le Soudan est la façon de gérer la diversité. Elle ne peut être gérée ni par les islamistes ni par les militaires. Elle ne peut être gérée que par l'entremise d'une transition démocratique dirigée par des civils. L'instabilité au Soudan étouffe la voix des civils et élimine la possibilité d'une véritable transition démocratique dirigée par des civils.

• (1655)

Anju Dhillon: Cela concerne en fait ma prochaine question. Je vous remercie d'avoir abordé ce sujet.

Je voulais vous poser une question sur la transition civile vers la démocratie. Pourquoi pensez-vous qu'elle ne s'est pas produite? Comment pourrait-elle se produire? Nous espérons qu'elle pourra avoir lieu.

Khalid Omer: En 2019, des millions de Soudanais sont descendus dans la rue pour reprendre leur liberté après un règne de 30 ans des Frères musulmans. Le début d'une transition prometteuse vers

un régime civil avait déjà commencé. Au cours de ces deux années, il y a eu d'énormes réalisations. La guerre au Soudan a pris fin, les libertés ont été respectées et des réformes économiques, sociales et juridiques ont été déployées. Mais, en raison du succès de cette expérience, les deux parties belligérantes ont décidé, avec les islamistes, d'y mettre un terme.

Malheureusement, le monde a laissé tomber les civils du Soudan pendant la période de transition. Il ne les a pas assez soutenus. Leur position était donc très faible lors du coup d'État. Dans cette guerre, se ranger du côté de l'une ou l'autre des deux parties belligérantes constitue une trahison envers le peuple soudanais. Qualifier une partie de diabolique et insister sur l'autre ou essayer de dépendre cette autre partie comme étant la partie légitime qui représente les Soudanais constitue en fait une trahison envers le peuple soudanais. Il ne faut tolérer ni l'une ni l'autre des parties belligérantes. Ni l'une, ni l'autre, ni les islamistes ne devraient définir l'avenir du Soudan. Il faut écarter ces parties pour que les Soudanais soient ceux qui définissent leur propre sort.

Anju Dhillon: Au début de votre déclaration préliminaire, vous avez dit qu'il fallait punir les deux parties. Comment devrait-on s'y prendre, selon vous, pour chacune de ces parties?

Khalid Omer: Je suis d'accord avec M. Ali.

Je crois que le mandat de la CPI devrait s'étendre à l'ensemble du Soudan. Le système judiciaire du Soudan n'est pas en mesure de tenir ceux qui ont commis les crimes responsables de leurs actes. Deuxièmement, il faudrait soutenir la mission d'enquête indépendante et adopter la recommandation qu'elle a formulée dans son rapport. Troisièmement, il faut étendre l'embargo sur les armes à l'ensemble du Soudan.

De plus, il faudrait s'attaquer à la contrebande — surtout dans le secteur de l'or — et au financement de la guerre au Soudan par l'entremise de l'or. Je ne parle pas d'une partie, mais bien des deux parties. Il faut éliminer tout financement fourni aux deux parties, qu'il provienne des ressources du Soudan ou de partisans externes. C'est de cette façon que l'on pourra abréger la guerre.

Mon dernier point est le suivant: c'est en mettant fin à la guerre elle-même que l'on mettra un terme à toutes ces atrocités au Soudan. Il faut stopper la guerre de toute urgence. Tous les efforts devraient viser à exercer des pressions en faveur d'un cessez-le-feu et à mettre fin à la guerre au Soudan.

Le président: Merci, monsieur Omer.

Merci, madame Dhillon.

J'invite maintenant M. Majumdar à prendre la parole pour cinq minutes.

Shuvaloy Majumdar: Merci, monsieur le président.

Monsieur Omer, permettez-moi de poursuivre dans la même veine que ma collègue.

Nous savons que les Forces armées soudanaises refusent de participer au cessez-le-feu que vous venez d'exiger. L'autre partie — les Forces de soutien rapide — a annoncé qu'elle respecterait le cessez-le-feu. Qu'est-ce que cela signifie? Que se passe-t-il en ce moment, et que doit-on penser des Forces armées soudanaises qui rejettent les efforts effectués en faveur d'un cessez-le-feu?

Khalid Omer: Permettez-moi d'être franc à ce sujet: les Forces armées soudanaises sont grandement influencées par la présence des islamistes dans ses rangs. Les islamistes ont provoqué cette guerre, et ils souhaitent qu'elle se poursuive parce qu'ils ont été renversés par le soulèvement populaire. Leur seule façon de reprendre le pouvoir est de semer le chaos. Ils ne veulent pas mettre fin à la guerre. C'est pourquoi ils continuent de s'opposer à toute initiative: l'initiative de Djeddah, l'initiative de Genève, l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, le groupe Aligned for Advancing Lifesaving and Peace in Sudan et le Quad.

Pour ouvrir la voie à la paix, il faut chercher ceux qui profitent de la poursuite de la guerre et les cibler.

La deuxième raison, c'est que les Forces armées soudanaises ont dirigé le Soudan pendant plus de 50 ans. Les généraux des Forces armées soudanaises pensent qu'ils devraient être à la tête du Soudan pour toujours. La seule paix qu'ils veulent, c'est celle qui les maintient au pouvoir. Le peuple soudanais a rejeté toute forme de régime militaire; il veut que cette guerre se traduise par la fin du régime militaire et le début d'une transition dirigée par des civils. C'est une autre raison pour laquelle les Forces armées soudanaises ne participent pas aux initiatives de paix.

● (1700)

Shuvaloy Majumdar: Récemment, nous avons reçu de nombreux rapports de diverses organisations. En 2025, un groupe d'experts des Nations unies s'est penché sur la façon dont les États étrangers fournissaient ou non des armes à différents acteurs ici. Je sais qu'ils ne mentionnaient pas les Émirats arabes unis comme étant un pays qui armait principalement les Forces de soutien rapide en 2025. Cela dit, nous savons que la Türkiye, l'Iran, la Russie, l'Égypte et d'autres pays ont fourni des armes, des armes chimiques et des drones aux Forces armées soudanaises en plus d'une couverture diplomatique aux terroristes du Hamas et à d'autres parties.

À votre avis, comment se fait-il que le débat international soit principalement axé sur une seule partie plutôt que sur les deux lorsqu'il est question des atrocités — je devrais dire du génocide — qui ont été commises contre le peuple soudanais?

Khalid Omer: C'est ainsi parce que, malheureusement, le but de cette campagne n'est pas de mettre fin à la guerre. Si l'on veut mettre fin à la guerre, il faut parler de tous les acteurs qui financent et arment les parties, et freiner ce soutien. Il existe malheureusement différentes raisons pour lesquelles on parlera de certains acteurs, on mettra l'accent sur d'autres, on parlera d'une partie belligérante ou on se taira au sujet de l'autre.

Hélas, je crains que le fait de ne parler que d'une seule des deux parties belligérantes équivaille à promouvoir une solution militaire au problème du Soudan. Ce n'est pas en exerçant des pressions sur une partie et en négligeant l'autre que l'on va gagner la guerre.

Permettez-moi de vous dire une chose. Nous avons eu de nombreuses guerres au Soudan. Aucune guerre n'y a été décidée par voie militaire. Les guerres se sont prolongées pendant des décennies. Soutenir une partie n'est pas une stratégie. Cela ne peut entraîner que des effets dévastateurs dans le pays. Il faut établir des ponts entre les deux parties, n'en soutenir aucune, éliminer leur approvisionnement et les pousser vers la paix. C'est la seule façon de s'en sortir.

Shuvaloy Majumdar: Monsieur Taha, le Soudan, étant proche de la région de la mer Rouge dans son ensemble... Trop souvent, les gens ont une conception étroite du Moyen-Orient. Or, la région de

la mer Rouge elle-même est très instable. Des acteurs y font la promotion de l'instabilité et d'autres de la stabilité.

Vous résidez dans un pays qui tente de normaliser les relations et de faire progresser la région face à une adversité féroce qui est, notamment, profondément idéologique. Parlons du débat et des négociations entre les membres du Quad; les États-Unis, les Émirats arabes unis et les autres. Comment ces forces en faveur de la modération pourraient-elles continuer d'avancer vers la fin de la guerre et le début d'un processus dirigé par des civils en faveur de la justice pour les Soudanais et de la reconstruction de leur pays?

Que peut faire l'Occident, selon vous?

Amjad Taha: Je pense que l'Occident peut accomplir beaucoup de choses pour lutter contre le terrorisme au Soudan. À l'heure actuelle, le Soudan est en train de devenir la plaque tournante des terroristes, surtout à Port-Soudan, alors que l'Iran a été affaibli au Moyen-Orient. Le captagon — toutes les drogues — y transite. Même les Forces de soutien rapide en ont, et même les Forces armées soudanaises avaient ces entreprises. Des armes — provenant de l'Iran, de la Türkiye, de la Russie et de la Chine — transitent également par Port-Soudan. Cet endroit est en train de devenir la plaque tournante des terroristes.

Plus de 6 000 membres du Hamas vivent à Port-Soudan. Certains d'entre eux possèdent des passeports diplomatiques, ce qui signifie qu'ils pourraient être vos voisins, au Canada. Vous ne pourriez pas savoir qu'un ancien terroriste habite juste à côté.

Les armes sont diverses et ont transité par la Türkiye... On peut voir, en consultant le radar des avions, que des armes sont fournies chaque jour, par l'Égypte, la Türkiye, le Qatar, la Russie, l'Iran...

● (1705)

Le président: Pouvez-vous conclure, s'il vous plaît? Le temps est écoulé.

Amjad Taha: Bien sûr.

Ma question s'adresse à quelques-uns des témoins. Je leur demanderais d'essayer, pour une fois dans leur vie, de parler des atrocités commises par l'armée des Frères musulmans au Soudan; du génocide. Je leur demanderais de parler, à tout le moins, de la ville d'El Koma, qui se trouve dans le Nord du Darfour et qui a été la cible de 60 frappes aériennes. L'armée a effectué 60 frappes aériennes. Elle a tué des milliers d'enfants et de femmes, et a déplacé plus de 10 000...

Le président: Merci...

Amjad Taha: ... mais les témoins n'en parlent pas, parce qu'ils parlent au nom des Forces armées soudanaises. Ils ne parlent pas au nom des Soudanais.

Le président: Merci.

Nous passons à M. Brunelle-Duceppe.

[Français]

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour cinq minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Je pense que personne ne s'exprime en faveur d'une partie plus que d'une autre.

Monsieur Diamond et monsieur Ali, êtes-vous ici pour prendre parti pour une des forces au Soudan, ou êtes-vous ici pour expliquer au Comité ce qui est en train de se passer au Soudan?

[Traduction]

Yonah Diamond: Oui. Je commencerai par dire que nous avons publié deux rapports. Il s'agit d'enquêtes judiciaires menées par des juristes du monde entier, des professeurs de droit, des spécialistes du génocide, le président de l'Association internationale des spécialistes du génocide et des procureurs membres de tribunaux internationaux. Nous avons conclu que les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide étaient responsables. Dans notre rapport sur le génocide, nous avons affirmé que les Forces armées soudanaises étaient complices, et que les Forces de soutien rapide étaient directement responsables du génocide.

Dans notre deuxième rapport, nous avons conclu que les deux parties avaient commis des crimes contre l'humanité et contre des enfants. Nous avons constaté des différences, parce que, oui, il y a deux parties. L'ampleur des atrocités et du soutien fourni par des acteurs externes n'est pas la même. La quantité de preuves permettant d'établir quels États étrangers soutiennent les Forces de soutien rapide diffère de celles permettant d'établir quels États soutiennent les Forces armées soudanaises. Nous pouvons le dire, car nous avons examiné le soutien fourni par des acteurs externes.

Si vous le voulez, je peux énumérer certaines des raisons pour lesquelles nous nous concentrons sur les Émirats arabes unis que nous considérons comme l'une des grandes puissances du monde, sinon la plus grande. Nous pouvons aussi vous parler des liens qui n'atteignent pas des normes en matière de preuve aussi élevées que pour d'autres États.

Je vais céder la parole à M. Ali.

Mutasim Ali: Merci beaucoup.

Pour ce qui est de notre point de vue sur les atrocités, nous croyons que les parties belligérantes sont désormais beaucoup plus complexes. D'autres joueurs sont également impliqués dans le conflit. De tous les acteurs externes mentionnés par un témoin, les Émirats arabes unis... Comme je l'ai mentionné, les Émirats arabes unis sont l'un des acteurs externes. Nous convenons que la Turquie est complice. Nous sommes d'accord pour dire que tous les pays qui ont été mentionnés étaient responsables, mais qu'en est-il des Émirats arabes unis et de l'ensemble des preuves et des rapports, y compris celui du Groupe d'experts des Nations unies en 2024?

Par ailleurs, les Émirats arabes unis ont attisé les conflits en Libye, au Soudan du Sud et, bien sûr, en Éthiopie et au Yémen. Ces rapports sont très bien documentés.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: J'ai une question à poser M. Omer, mais je ne sais pas s'il est toujours en ligne. Je ne le vois pas à l'écran.

[Traduction]

Khalid Omer: Je suis en ligne.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: D'accord.

Monsieur Omer, vous avez bien expliqué la situation ainsi que l'objectif de tout le monde. Il y a deux parties qui commettent des atrocités, que ce soit indirectement ou directement, comme

viennent de le dire d'autres témoins. Présentement, c'est le nœud du problème.

Est-ce qu'il y a encore, au Soudan, des organisations de la société civile, notamment démocratiques, que le Canada ou d'autres pays occidentaux pourraient soutenir? Est-ce que, à l'inverse, il n'y a pratiquement plus de structure de la société civile ni de structure démocratique tenant encore en place?

[Traduction]

Khalid Omer: Il y a de forts mouvements démocratiques au Soudan depuis très longtemps. C'est extrêmement diversifié. Il y a des partis politiques. Il existe des comités de résistance. Des jeunes, des femmes et des acteurs humanitaires travaillent sur le terrain. Cette guerre horrible n'a pas réussi à enrayer ce mouvement. Il est toujours vivant. Il est vraiment diversifié. Il s'étend à différents domaines.

Je fais partie d'une de ces organisations, qui est une alliance politique du nom de Sumoud, qui réunit des partis politiques, des comités de résistance, la société civile et des syndicats. Nous ne sommes pas les seuls acteurs. Il y en a d'autres. Comme je l'ai dit, il y a les acteurs humanitaires qui sont maintenant les premiers intervenants sur le terrain, ainsi que les groupes de femmes et de jeunes. L'objectif de cette guerre est d'enrayer ce mouvement, le mouvement démocratique très diversifié au Soudan qui a travaillé ensemble pour renverser le régime de Bashir et mettre fin au régime des Frères musulmans au pays.

Cette guerre a été utilisée pour punir ces gens. Les atrocités commises par les deux parties servent notamment à cibler les acteurs civils. En fait, mon collègue, le chef de notre parti politique dans l'une des localités de l'État de Gezireh, a été enlevé par les Forces armées soudanaises, ou FAS. Il a été torturé et tué. Ils ont caché son corps pendant des semaines, même à sa famille, jusqu'à ce qu'il soit trouvé. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de la façon dont ils ciblent les acteurs politiques, les jeunes et les femmes. Un certain nombre d'entre eux sont actuellement en prison.

Les FAS nous privent maintenant de nos droits fondamentaux. Nous ne pouvons pas obtenir de passeports. Je ne peux même pas en avoir pour ma famille, et encore moins pour moi. Le seul crime que nous commettons, c'est de nous opposer à la guerre. Le seul crime que nous commettons, c'est de travailler sans relâche pour résister au régime de Bashir. Nous assistons maintenant à la guerre menée par le régime de Bashir pour se venger du mouvement civil qui lui a résisté et refusé de se rendre.

● (1710)

Le président: Je vous remercie.

J'invite M. Sameer Zuberi à prendre la parole.

Vous avez cinq minutes.

Sameer Zuberi: Merci, monsieur le président.

Je remercie encore une fois les témoins de leur présence.

Je vais commencer par vous, madame Elfil. Que pensez-vous d'une transition du Soudan dirigée par des civils?

Ranya Elfil: Je vais commencer par dire que je trouve honteux, pour être honnête, que quelqu'un s'assoie et qualifie les témoins de complices pour avoir essayé de dire qu'il y a une partie responsable, mais pas l'autre.

Sameer Zuberi: Je suis d'accord avec vous. C'est profondément inacceptable. Il faut le reconnaître, comme vous l'avez fait.

Ranya Elfil: Je vais continuer. Je suis vraiment désolée. C'est très percutant.

Je veux simplement présenter quelques faits.

En fait, lorsque le gouvernement de transition est arrivé... La révolution sur le terrain lançait un appel: « *Al-jaysh lilthakanat w-al Janjaweed yinhil* », ce qui signifie « Renvoyer l'armée dans ses casernes et démanteler les milices janjaouites ». Les janjaouites sont les Forces de soutien rapide, ou FSR. Voilà ce que disait l'appel à la révolution. En réalité, le gouvernement de transition lui-même — dont Kalid Omer Yousif était une figure clé — a décidé qu'il s'agissait d'un partenariat idéal entre l'armée, les FSR et les civils pour opérer une transition pacifique au Soudan. C'est ce qui nous a amenés là où nous en sommes aujourd'hui. Je pense qu'omettre cette partie déforme la réalité.

Lorsque nous parlons d'organisations civiles qui peuvent réellement contribuer à une transition dirigée par des civils, je tiens à souligner que les groupes d'intervention d'urgence et les comités de résistance, comme on l'a dit à juste titre, font encore un travail extraordinaire au Soudan. Je pense que c'est ici que nous avons un rôle à jouer en tant que Canadiens d'origine soudanaise. Les organisations de femmes doivent être consultées pour déterminer à qui le gouvernement canadien devrait faire confiance pour habiliter les gens et travailler avec eux afin d'instaurer un véritable régime civil au Soudan.

Je tiens simplement à dire que les Frères musulmans m'ont mis un fusil sur la tempe à l'école secondaire lorsque j'avais 14 ans parce que ma famille s'y oppose depuis longtemps. Être assise ici aujourd'hui et me faire traiter de partisane des Frères musulmans est... Pour être honnête, je ne sais pas comment le qualifier. Je veux simplement que nous nous attardions aux faits. Les FAS sont complices. Les FSR sont complices. La guerre est complexe, et nous devons vraiment tout faire pour instaurer la paix au Soudan. En tant que Canadiens, nous devons faire le ménage dans notre propre maison. Une partie de ce travail consiste à nous assurer que nous ne faisons pas partie du problème, que nous ne contribuons pas aux armes qui tombent entre les mains des FSR, mais que nous tenons toutes les parties responsables. Encore une fois, lorsque nous travaillons avec la société civile, nous devons savoir avec qui nous collaborons et à qui nous donnons du pouvoir afin d'instaurer un véritable régime civil au Soudan, ce pour quoi tant de gens ont donné leur vie.

Je vous remercie.

• (1715)

Sameer Zuberi: Merci.

Je vais poursuivre avec vous.

J'aimerais poser une question au sujet des enfants, pour revenir à la voie d'accès à l'immigration sur laquelle vous et vos collègues avez travaillé. Pouvez-vous nous parler un peu des enfants qui sont actuellement coincés au Soudan, en ce qui concerne le programme?

Ranya Elfil: Merci, monsieur Zuberi.

Il s'agit d'un dossier très important sur lequel nous voulions attirer l'attention, puisqu'il fait partie de nos efforts de défense des droits. Nous avons souligné le cas des enfants canadiens dont les parents ne sont pas canadiens. Dans la plupart des cas, le père est

canadien, mais il est décédé. Les enfants sont avec une mère non canadienne qui essaie de venir au Canada depuis le début de la guerre, mais qui est coincée au Soudan ou déplacée. Or, aucune voie d'accès n'a été créée pour eux. Nous travaillons sur ce dossier avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada depuis avril 2024. L'un des enfants canadiens est mort noyé dans l'un des camps de réfugiés internes, tandis que sa mère et deux autres enfants canadiens attendent toujours que la mère obtienne un visa pour que la famille puisse venir au Canada. Il y a de nombreux exemples de cas semblables que nous avons personnellement étayés et portés à l'attention d'IRCC dans l'espoir de créer une solution pour ce groupe. Malheureusement, jusqu'à maintenant, aucun enfant n'est arrivé au Canada.

Sameer Zuberi: Merci beaucoup.

Je tiens encore une fois à saluer votre courage. Madame Araa, monsieur Ali et madame Elfil, je vous remercie d'être forts. Nous souhaitons du courage à tous ceux qui nous regardent. Je vous remercie de nous avoir fait part de tout cela.

Le président: Merci, monsieur Zuberi.

J'invite maintenant Mme Kronis à prendre la parole pour cinq minutes.

Tamara Kronis: Merci, monsieur le président.

Je tiens également à faire une pause pour remercier tous les témoins. Je sais que c'est très émouvant d'être ici aujourd'hui. Encore une fois, je tiens à reconnaître votre douleur.

J'aimerais revenir à M. Omer.

L'une des caractéristiques de ce terrible conflit est qu'il est le plus récent d'une série de crises au Soudan. Je me demande si vous pourriez nous parler un peu du rôle que les atrocités antérieures dans la région ont joué dans la formation du leadership actuel et des objectifs stratégiques des deux parties belligérantes.

Khalid Omer: C'est une très bonne question. Si nous prenons l'exemple du Darfour, son histoire n'a pas commencé le 15 avril 2023. Elle remonte à plusieurs décennies. Lorsque les Soudanais du Darfour ont revendiqué leurs droits pour mettre fin à toute forme de discrimination en 2003, le régime de Bashir a répondu par la violence et le génocide, en créant les milices qui ont brûlé les villages. Les responsables ont donné du pouvoir à ces milices et les ont rendues légitimes en créant les FSR en 2013 et en adoptant une loi au Parlement. Elles ont pris de l'expansion et se sont partagé le pouvoir et la richesse.

Au début de cette guerre... En fait, lorsque la guerre de 2003 a commencé, les FSR provenaient principalement de certaines communautés du Darfour, à savoir les Arabes de la région. Ils ont été recrutés pour combattre les autres communautés, et c'était en fait l'incubateur des rebelles à l'époque — à savoir les Zaghawa, les Masalit et les Four. Lorsque cette guerre a éclaté et qu'il y a eu des affrontements entre les FAS et les FSR, les FAS ont en fait adopté la stratégie opposée, qui consiste maintenant à s'arrimer à certaines communautés et à les dresser contre les autres. C'est la stratégie qui a été mise en œuvre à répétition dans toutes les régions du Soudan.

Écoutez, pour ce qui est du Soudan du Sud, la véritable source de cette instabilité était le Khartoum avant la séparation, parce que l'État y a mené ses guerres en dressant les communautés les unes contre les autres pour rester au pouvoir. En réalité, toutes ces atrocités et ces guerres sont liées les unes aux autres. Il y a une source, cette autorité centrale qui veut manipuler et exploiter les différences entre les communautés du Soudan pour rester au pouvoir. Le remède ne consiste pas à examiner une partie du tableau, mais le tableau dans son ensemble. Il s'agit de mettre fin au régime central et d'opter pour une gouvernance inclusive au Soudan.

• (1720)

Tamara Kronis: En fait, vous décrivez en réalité qu'il semble y avoir deux institutions militaires parallèles au Soudan, qui affirment toutes les deux être à la tête de l'État et au centre de tout. Chacune reçoit l'appui de puissances régionales, où des gens tirent des avantages du conflit et souhaitent les conserver.

Dans ce contexte, vous avez essayé de donner un témoignage très neutre. Vous avez voulu insister, je suppose, sur les éléments de la société civile qui sont présents dans les deux camps. Voici la question la plus compliquée que je pourrais vous poser aujourd'hui, et je pense que vous avez environ 45 secondes pour y répondre: que devrait faire le Canada?

Khalid Omer: Je pense que l'objectif sur le plan moral est de mettre fin à la guerre — ce doit être la priorité. C'est en stoppant la guerre qu'on mettra un terme aux atrocités. Il y a en ce moment une initiative très prometteuse puisqu'une proposition de trêve humanitaire est sur la table. Il faudrait pousser les deux parties à signer cette trêve, afin d'enrayer l'hémorragie au Soudan. Deuxièmement, il faut soutenir un processus de transition démocratique dirigé par des civils. C'est la seule façon stratégique de garantir la stabilité au Soudan.

Tamara Kronis: Permettez-moi maintenant de vous poser une question impossible. En ce lundi 24 novembre, une partie belligérante a accepté cette trêve, mais pas l'autre. Je vous renvoie la balle: si une trêve humanitaire est ce qu'il faut, comment pouvons-nous en instaurer une?

Khalid Omer: Je pense qu'il faut exercer des pressions. Les parties ne réagissent qu'à celles-ci, et non aux belles paroles. Il faut donc les pousser à conclure la trêve et à l'observer. Maintenant que les FSR ont accepté la trêve, il faut les convaincre de l'instaurer. Les FAS ont refusé la trêve. Il faut les inciter à la signer et à l'observer. Je pense que la stratégie consistant à ne rien dire de ceux qui veulent poursuivre la guerre alimente celle-ci. On n'y mettra pas un terme de cette façon.

Le président: Merci.

[Français]

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour cinq minutes.

Alexis Brunelle-Duceppe: Merci, monsieur le président.

Madame Araa, vous n'avez pas eu l'occasion de vous exprimer beaucoup après votre allocution d'ouverture. Je vais vous en donner la chance.

Comment entrevoyez-vous non seulement le présent, mais aussi l'avenir du Soudan? Avez-vous des suggestions à faire au Comité pour enfin arriver à obtenir la paix de façon durable?

[Traduction]

Sadia Araa: Je vous remercie d'avoir posé cette question.

En tant que Soudanaise et Darfourienne, j'ai vu assez de tueries. Chaque fois que je vois des massacres et que le monde ne fait rien, je pense aux anciennes façons de faire. En 1948, le monde était venu dire qu'assez de civils innocents avaient été tués. Le monde d'aujourd'hui doit mettre fin au massacre. Il faut amener les deux parties à la table. Ne laissez pas ces innocents mourir tous les jours. Ensuite, il faudra insister pour opérer une transition.

En 2019, des jeunes dans la vingtaine ont manifesté pendant un mois, au cours du ramadan. Ils se sont assis et ont réclamé un gouvernement civil.

Tout le monde pense que le peuple soudanais est islamiste et fait partie des Frères musulmans. Les Soudanais sont les gens les plus instruits, et ils sont vraiment pacifiques. Ils vont partout, ils travaillent et ils sont au courant. Si vous travaillez avec les Soudanais, vous constaterez qu'ils sont très solidaires, tout à fait innocents et très travailleurs.

Pour sortir de l'impasse, il faut un gouvernement civil. Le Canada et ses alliés doivent mettre fin aux tueries et nous aider à faire la transition.

Notre pays n'est pas dépourvu de ressources. Nous en avons. Nous avons des ressources dans le sol. Nous avons de l'or, que les Émirats arabes unis nous soutirent. Voilà le premier élément. L'or qu'on voit à Dubaï, qui est raffiné et envoyé partout, vient du Darfour. Il y a 99 % de l'or exporté par le Soudan qui va aux Émirats arabes unis. Cet argent devrait aller au gouvernement civil.

Nous ne devrions pas devoir dénoncer sans cesse la pauvreté au Soudan et la malnutrition des enfants. Les Soudanais sont les personnes les plus déplacées sur la planète en ce moment. Nous ne devrions pas avoir à en parler. Une plus grande partie de nos ressources devraient aller au peuple soudanais, avec un gouvernement équitable qui fait des échanges commerciaux équitables avec tous ceux qui veulent nous aider. Nous les accueillons favorablement et leur tendons la main.

• (1725)

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe: Monsieur Diamond et monsieur Ali, Mme Araa vient de mentionner l'or du Soudan. Certains nous disent que l'or du Soudan est devenu comme des diamants de sang en Sierra Leone.

Avez-vous quelque chose à dire au Comité à ce sujet?

Par ailleurs, on nous dit que la famine touche maintenant la population adulte. C'est un signe que la crise humanitaire a atteint un point catastrophique.

Je vous donne les dernières minutes qu'il me reste pour répondre à ces questions.

[Traduction]

Yonah Diamond: J'aimerais ajouter quelque chose à ce que disait Mme Araa. Au cours du premier semestre de 2025, 90 % des exportations officielles d'or du Soudan ont été destinées aux Émirats arabes unis. L'an dernier, c'était 97 %. Il s'agit d'un marché aurifère annuel de 15 milliards de dollars. Lorsque nous disons que les Émirats arabes unis ont l'œil sur le Soudan à tout prix, y compris la violence généralisée que nous observons au Darfour, c'est ce dont nous parlons.

Mutasim Ali: Ce n'est pas lié à l'or, mais j'aimerais ajouter une chose pour comprendre la complexité du conflit, moi qui fais des recherches là-dessus depuis un certain temps. Nous savons que l'État soudanais, depuis son indépendance, divise les communautés en créant des groupes de milices, entre autres.

Je pense aussi que l'élite politique a fortement contribué à la situation actuelle. Par exemple, chaque fois qu'ils signent une entente de paix bilatérale en citant le peuple soudanais, le texte met toujours l'accent sur les deux parties. C'est en partie la raison pour laquelle la phase transitoire est un échec. Sa nature bilatérale laissait en plan toute la communauté soudanaise. Il n'y a même pas eu une assemblée législative intérimaire, alors qu'il en était question dans le document constitutionnel.

Je pense donc que l'armée est toujours le problème et qu'elle continuera de l'être, mais la classe politique doit aussi prendre la responsabilité de ne pas avoir répondu aux besoins des Soudanais.

Le président: Je vous remercie, monsieur.

Voilà qui met fin à notre étude d'aujourd'hui.

Au nom du Comité, de tous les membres, du personnel et des interprètes, je tiens à remercier tous les témoins de leur présence, de

leurs interventions, de leurs réponses à nos questions et de leurs présentations. Voilà qui éclaire vraiment le Comité et nous donne une bonne idée de ce qui se passe au Soudan. J'espère que la paix prévaudra bientôt.

Je remercie tout particulièrement notre distingué invité, M. Irwin Cotler, de s'être joint à nous. Votre présence est une richesse pour le Comité. Vous êtes toujours le bienvenu, monsieur Cotler.

[*Français*]

La semaine prochaine, nous aurons deux réunions, l'une sur la reconnaissance des champions des droits internationaux de la personne; et l'autre portera sur la situation des membres de la communauté 2SLGBTQ+ en Ouganda.

[*Traduction*]

Plaît-il au Comité de mettre fin à la réunion?

Des députés: D'accord.

Le président: Merci. La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>